

DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT OMER

Enquête Publique

04 décembre 2019 à 09h00 au 08 janvier 2020 à 17h00
Portant sur la réglementation des boisements sur le territoire de la commune
de Saint Omer

CONCLUSIONS MOTIVEES & AVIS du commissaire enquêteur	Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE E 19000124/59 du 22 juillet 2019 Arrêté départemental d'ouverture d'enquête du 04 novembre 2019
Objet : Réglementation des boisements sur le territoire communal	Commune de Saint Omer
Commissaire enquêteur :	Philippe DUPUIT

transmis le 28 janvier 2020.

SOMMAIRE

Table des matières

1	Cadre général de l'enquête	2
2	Déroulement de l'enquête	4
3	Conclusions	5
3.1	Conclusions partielles relatives à l'examen du dossier d'enquête.....	5
3.1.1	Le Schéma Directeur Départemental des Boisements.....	6
3.1.2	Le plan correspondant au tracé des périmètres	6
3.1.3	Détail des interdictions et restrictions	6
3.1.4	Liste des parcelles comprises dans les périmètres et de leurs propriétaires	6
3.1.5	Evaluation environnementale.....	7
3.1.6	Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale.....	9
3.1.7	Une note de présentation.....	9
3.1.8	Procès-Verbaux des réunions de la CCAF	9
3.2	Conclusions partielles relatives à l'Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale	10
3.3	Conclusions partielles relatives à la contribution publique	11
3.4	Conclusions partielles relatives au mémoire en réponse	13
3.5	Conclusions générales	13
4	Avis du commissaire enquêteur	15

1 Cadre général de l'enquête

Le territoire de l'audomarois présente différents types de sols utilisés de manière variable. Les meilleures terres sont cultivées en « terres à labour », celles du marais en « terres maraîchères » ou « prairies humides ». Deux grandes forêts occupent le territoire : la forêt d'Eperlecques et la forêt d'Arques-Clairmarais.

Au fil du temps, les surfaces boisées se sont développées sur les zones agricoles qui avaient tendances à être délaissées ainsi que les zones du marais les plus difficiles d'accès.

Le territoire a subi depuis plus de trente ans, un mitage forestier par un accroissement du nombre de ces « micro-boisements ». Cette réponse à la déprise agricole est maintenant source de nuisances qu'il convient de ralentir.

La loi portant sur le développement des territoires ruraux a confié aux départements la maîtrise d'ouvrage et la conduite des procédures de Réglementations des Boisements. Ainsi le Département du Pas de Calais a décidé, le 17 décembre 2012 la mise en œuvre d'une politique de réglementation de boisement offrant aux communes intéressées la possibilité de la décliner localement.

Le conseil municipal de la commune de **Saint-Omer** a délibéré le 30 mars 2015, sollicitant le Département pour mettre en œuvre une réglementation des boisements sur son territoire.

Conformément à la procédure, la Commission Communale d'Aménagement Foncier de Saint-Omer réunie le 19 février 2019, a transmis au Président du Conseil Départemental une proposition de mesures réglementaires des boisements et la délimitation des périmètres correspondants.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a délibéré le 03 juin 2019 afin de valider ce projet de réglementation des boisements et d'autoriser le Président à organiser l'enquête publique.

C'est l'objet de cette enquête publique.

Le maître d'ouvrage est le Conseil Départemental du Pas de Calais. Il est aussi Autorité Organisatrice de cette enquête publique.

Le cadre juridique est notamment fixé par :

- la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux ;
- le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment aux articles L 126-1 à 5, les articles R121-1 à 21, R123-9 à 13 et R126-1 à 8, concernant l'aménagement et l'équipement de l'espace rural dont l'aménagement foncier rural ;
- l'article R122-17,I,32° du Code de l'Environnement : le projet de réglementation des boisements est soumis à évaluation environnementale ;
- le Code de l'Environnement et notamment aux articles L123-1 et suivants et R123-7 à R123-23 relatifs à l'enquête publique et son organisation;
- le Code de l'Urbanisme

2 Déroulement de l'enquête

Par décision n°E19000124 / 59 en date du 22 juillet 2019, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné Monsieur Philippe DUPUIT en qualité de commissaire enquêteur, pour conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

Par arrêté en date du 04 novembre 2019 Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas de Calais fixe les modalités d'organisation de l'enquête publique.

La durée de l'enquête publique est de 36 jours consécutifs du 04 décembre 2019 à 09h00 au 08 janvier 2020 à 17h00.

L'arrêté d'organisation et l'avis d'enquête ont été affichés 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête.

La publication dans 2 journaux régionaux 15 jours avant l'enquête avec rappel dans les 8 jours de celle-ci : « La Voix du Nord » et « Terres et Territoires » les 15 novembre 2019 et 06 décembre 2019.

Le dossier d'enquête, sur la base des documents mis à disposition du public au siège de l'enquête en mairie de Saint-Omer, comprend :

- La délibération du Conseil Départemental prévue à l'article R126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime (8 pages et un dossier de présentation de 30 pages accompagné d'une lettre de La Chambre d'Agriculture Région Nord Pas-de-Calais, et une lettre de la Délégation Régionale du Centre National de la propriété Forestière),
- Le plan comportant le tracé des périmètres en application du deuxième alinéa de l'article R126-3 du même code (1 format A3 couleur),
- Le détail des interdictions et des restrictions de semis et plantations d'essences forestières envisagées à l'intérieur de chacun des périmètres (5 pages),
- La liste, établie sur la base des documents cadastraux, des parcelles comprises dans les périmètres et de leurs propriétaires,
- L'évaluation environnementale (191 pages),
- L'avis de la MRAE : Mission Régionale d'Autorité Environnementale des Hauts de France, avis délibéré N° 2019-3765 adopté lors de la séance du 24 septembre 2019 (13 pages),
- Le complément en réponse, du Département à l'avis de la MRAE, de 9 pages en date d'octobre 2019,
- Une note de présentation du projet de réglementation des boisements (4 pages).
- Le procès-verbal de la réunion du 21 février 2019 de la Commission Communale d'Aménagement Foncier (5 pages) et son diaporama (26 demi-pages), et le compte-rendu des réunions de concertation,

- Le registre de 18 pages non mobiles, cotées et paraphées par le commissaire enquêteur.

Ceci constitue le dossier d'enquête mis à disposition du public à Saint-Omer durant l'enquête, lui permettant de s'informer puis de déposer ses observations, et propositions.

Le dossier d'enquête était consultable comme le demande l'arrêté d'organisation sur le site du Conseil Départemental : <http://www.pasdecalais.fr/Attractivite-du-territoire/Solidarite-territoriale/Amenagement-foncier> et sur un poste informatique dans les locaux du Département du Pas de Calais : Bât F rue de la Paix 62018 Arras,

L'enquête a été clôturée le 08 janvier 2020 à 17h00, à l'issue de la dernière permanence, par le commissaire enquêteur. Ce dernier a emporté directement le dossier d'enquête et le registre d'enquête aux fins de rapport et de conclusions. Ces documents seront remis à Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas de Calais : maître d'ouvrage et autorité organisatrice, avec le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, dans le délai imparti.

Le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse au représentant du Département et par messagerie électronique, le 10 janvier 2020. Un mémoire en réponse a été communiqué au commissaire enquêteur le 21 janvier 2020.

3 Conclusions

3.1 Conclusions partielles relatives à l'examen du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête est complet.

3.1.1 Le Schéma Directeur Départemental des Boisements

La délibération du Conseil Départemental du 17 décembre 2012 appelée aussi « lettre de cadrage » ou « Schéma Directeur Départemental des Boisements », s'applique à l'ensemble du département.

Un chapitre sur les « zones humides » devrait pouvoir s'intégrer dans ce contexte général, afin de répondre à cette particularité écologique.

Cet arrêté du Président du Conseil Départemental correspond aux exigences des articles L126-1 et suivants ainsi que l'article R126-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.

3.1.2 Le plan correspondant au tracé des périmètres

Ce plan donne une lisibilité certaine du projet de réglementation des boisements sur le territoire de la commune de Saint-Omer. La consultation du site du Département permet de s'informer au détail de la parcelle.

3.1.3 Détail des interdictions et restrictions

Ce document : « Détail des interdictions et des restrictions de semis, plantations ou replantations d'essences forestières à l'intérieur de chacun des périmètres, commune de Saint-Omer » est conforme d'une part au Schéma Directeur Départemental des Boisements du Pas de Calais en date du 7 décembre 2012, et d'autre part aux articles L126-1 et R126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Ce document possède une bonne architecture, ce qui permet de trouver les éléments recherchés rapidement et d'en comprendre le sens par un large public.

3.1.4 Liste des parcelles comprises dans les périmètres et de leurs propriétaires

Ces listes devraient être sous un fichier qui permet le tri pour la recherche d'éléments.

3.1.5 Evaluation environnementale

Le résumé non technique est complet et permet au lecteur, dans un deuxième temps, de se reporter facilement sur le sujet précis qu'il souhaite étudié.

Cette partie sur la réglementation boisements, explique le cheminement de la démarche volontaire des acteurs du marais, avec en trame la réglementation qui s'y rapporte.

L'analyse de l'état initial de cette évaluation environnementale sur :

- le contexte général,
- l'accessibilité,
- les données physiques,
- les milieux naturels,
- le paysage,
- l'agriculture,
- le boisement,

correspond aux objectifs de la réglementation : article R122-20 du Code de l'Environnement.

Le respect des objectifs du code rural et de la pêche maritime, (article R126-1 (a)), est repris afin d'en examiner le respect des objectifs de ce projet de réglementation.

- Maintien à la disposition de l'agriculture des terres qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations.
- Préservation du caractère remarquable des paysages, des espaces habités en milieu rural, des espaces nature ou de loisirs,
- Protection des milieux naturels présentant un intérêt particulier, **hormis le secteur du Petit Bagard,**
- Gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation des risques naturels.

Les critères d'orientation retenus sur ce territoire :

Ces analyses ont été menées en comité technique, avec les techniciens du Département, du PNR CMO, de la Chambre d'Agriculture, du CRPF, du Conservatoire du Littoral, de EDEN 62, de la CAPSO, de la DDTM.

Ensuite la Commission Communale d'Aménagement Foncier de Saint-Omer a procédé à des choix entre les différents scénarii.

Ainsi pour la commune de Saint-Omer, la CCF a décidé de classer :

- Périmètre de boisement ou reboisement libre

- Les bois existants,
- Les parcelles contenant une surface boisée,
- Recommandations quant aux choix des essences
- Périmètre de boisement interdit
 - Parcelles situées dans le périmètre RAMSAR du marais Audomarois, hors secteur déjà boisé,
- Pas de Périmètre de boisement réglementé

L'étude des impacts (sur les points cités à R122-20 du Code de l'Environnement)

- Sur la santé humaine : pas d'impact,
- Sur la population : la réponse mériterait d'être détaillée,
- Sur la diversité biologique : pas d'impact,
- Sur la faune : pas d'impact,
- Sur la flore : pas d'impact,
- Sur les sols : pas d'impact,
- Sur l'air : sans incidence,
- Sur le bruit : sans incidence,
- Sur le climat : sans incidence,
- Sur le patrimoine architectural et archéologique : en zone réglementée, un recul de la plantation à 6 m (voire plus) par rapport à la limite de propriété est recommandé,
- Sur les paysages : certains cônes de vue ont été identifiés (Arques et Houlle) et préservés, ainsi que le paysage ouvert vers le marais audomarois.

Cette étude d'impact est succincte, elle mériterait d'être développée, voire sur certains thèmes l'analyse mériterait aussi d'être justifiée.

Aux vues de l'analyse précédente, il n'y a pas d'impact négatif. Le zonage pris en compte a permis d'éviter tout dommage à l'environnement. Cela ne nécessite donc pas de mesures de réduction ou de compensation.

A propos des sites NATURA 2000, l'influence de cette réglementation boisement va dans le sens du maintien de l'état de la qualité actuelle du site N2000. L'organisation de la localisation des boisements sera sans effet sur les milieux concernés.

Respect de l'article R122-20 du code de l'environnement

Certains thèmes, comme les paragraphes 3 et 7 de l'article R122-20 auraient pu être d'avantage développés, toutefois l'ensemble de cette évaluation environnementale répond bien au paragraphe I du même article : l'évaluation est proportionnée à l'importance du plan, aux effets de sa mise en œuvre et aux enjeux environnementaux.

Le commissaire enquêteur considère l'évaluation environnementale proportionnée à l'importance du plan, aux effets de sa mise en œuvre et aux enjeux environnementaux.

Le commissaire enquêteur constate qu'il n'y a pas d'impact négatif. Le zonage pris en compte a permis d'éviter tout dommage à l'environnement et considère que cela ne nécessite donc pas de mesures de réduction ou de compensation.

Un cas particulier est signalé sur « le petit Bagard », il sera examiné sur le dossier de la commune de Clairmarais.

Globalement, cette Evaluation Environnementale correspond à la réglementation d'une part et d'autre part il est compréhensible par un large public tout en lui permettant de pénétrer dans les détails qu'il souhaite aborder.

3.1.6 Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale

Les conclusions partielles sur l'avis de la MRAE sont développées au chapitre 3.2, ainsi que sur la réponse du Département.

3.1.7 Une note de présentation

Dans cette note de présentation, l'enjeu agricole est essentiellement présent, bien que le schéma directeur agri-environnemental du 23 juillet 2014 n'a pas été suffisamment intégré dans ce projet et notamment dans l'évaluation environnementale.

3.1.8 Procès-Verbaux des réunions de la CCAF

C'est ce travail de la CCAF en commission, sous-commission et groupe de travail, à l'appui de l'étude préalable, où les participants ont débattu sur chaque secteur de leur territoire, des enjeux et des conséquences sur le périmètre interdit, le périmètre réglementé et le périmètre libre, notamment sur la possibilité de ne pas créer de périmètre réglementé.

Ils ont ainsi parmi différents scénarii et parmi plusieurs hypothèses, après en avoir justifié, fixé leur choix.

Le commissaire enquêteur estime que même si cet aspect de la procédure n'apparaît pas explicitement dans l'évaluation environnementale, ce travail a bien été effectué, par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de la commune de Saint-Omer, afin d'aboutir à ce projet de réglementation soumis à cette enquête publique.

En conclusion, le commissaire enquêteur affirme que ce dossier d'enquête complet et compréhensible par le plus grand public, met en évidence, dans les domaines environnementaux, un projet d'intérêt général et d'utilité publique.

3.2 Conclusions partielles relatives à l'Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale

L'avis porte essentiellement sur le boisement et la bio-diversité du marais, ce qui est l'objet de sa mission, mais elle occulte l'aspect agricole sur lequel un avis aurait été intéressant compte-tenu de cet enjeu majeur du projet.

Cet avis porte sur le projet de réglementation des boisements sur onze communes du marais audomarois.

Ce dossier a été reçu complet le 04 juillet 2019. Le 19 juillet ont été consultés :

- le préfet du département du Pas de Calais,
- l'Agence Régionale de Santé Hauts de France,
- le syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale.

La MRAE considère les principaux enjeux bien identifiés : maintien du milieu ouvert du marais et des zones humides.

La réglementation est globalement favorable, puisqu'en son absence, le boisement serait libre.

Deux recommandations de la MRAE:

- Interdire les boisements sur les prairies du secteur du Bagard,
- Transformer les boisements libres à Saint-Omer et Clairmarais en boisements réglementés ou interdits.

Les arguments de la MRAE pour sa recommandation sur « le Petit Bagard » sont forts. Comme signalé précédemment, cela sera pris en compte dans le dossier de la commune de Clairmarais.

Un complément en réponse d'octobre 2019 sur l'avis de la MRAE du 2019-3765 du 24 septembre 2019 :

Le Département répond à chaque recommandation de la MRAE, soit en acquiesçant ou expliquant pour la partie « complément » sur l'étude environnementale, soit en reportant la réponse sur la décision de la CCAF concernée, lorsqu'il s'agit d'opérer un choix.

Une seule réponse va à l'encontre de la recommandation sur l'interdiction de reboiser les parcelles déjà boisées ; car le Schéma Directeur Départemental des boisements du 18 décembre 2012, ne le permet pas.

Le commissaire enquêteur apprécie, dans sa globalité, cette réponse du maître d'ouvrage à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et la considère satisfaisante.

Le commissaire enquêteur partage totalement l'avis synthétique de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale : La réglementation est globalement favorable, puisqu'en son absence, le boisement serait libre. Toutefois concernant la commune de Saint-Omer, le commissaire enquêteur recommande :

- **Un complément au Schéma Directeur Départemental des Boisements sur l'interdiction de reboiser (donc après déboisement) par des arbres de haute tige sur les zones humides.**

Quant aux scénarii et à la justification des choix retenus, le commissaire considère que ce travail est attribué aux CCAF et que ce travail a été réalisé dans les réunions des commissions et groupe de travail de la CCAF de Saint-Omer.

3.3 Conclusions partielles relatives à la contribution publique

Au-delà de l'information et de l'affichage réglementaire, le Département : maître d'ouvrage et autorité organisatrice, a informé personnellement les propriétaires de parcelles non bâties de la tenue de cette enquête publique.

L'enquête n'a pas posé de problème particulier. Le climat serein a permis à chacun de s'informer et de s'exprimer.

Le registre d'enquête comprend 32 observations dont

- 21 orales (demande d'explications et de renseignements suite au courrier reçu),
- 5 écrites,
- 2 messages électroniques,
- 4 courriers.

Aussi beaucoup de personnes, souvent âgées, se sont déplacées dans l'attente de plus d'explications et de renseignements concernant strictement leurs biens. C'est ainsi que beaucoup ne se sont pas considérés concernés par cette réglementation de boisement, une fois l'explication terminée.

Sur les cinq observations écrites, les quatre courriers et les deux mails :

- trois portent des demandes personnelles concernant directement leurs parcelles,
- une est sans objet direct avec celui de l'enquête publique,
- trois portent sur l'intérêt général avec un avis favorable,
- deux portent sur l'intérêt général avec un avis défavorable,
- deux portent sur des rappels d'obligations.

Une seule observation écrite fait état de propositions dans l'esprit du présent projet de réglementation des boisements.

Pour le commissaire enquêteur, ces observations du public n'apportent aucun élément susceptible de modifier la réglementation des boisements sur le territoire de la commune de Saint-Omer.

Toutefois le commissaire enquêteur estime qu'il ne serait pas inutile de rappeler, dans le périmètre libre, la possibilité pour la SNCF d'intervenir dans une bande de 20 m de large, à partir de l'extérieur des voies, pour des travaux de débroussaillage des bois-morts.

Le commissaire enquêteur reconnaît une participation du public à ce projet de réglementation des boisements, en deux temps :

- d'une part, lors des commissions de la CCAF dans lesquelles participent de nombreux représentants tant du monde agricole, forestier, propriétaires et exploitants que des représentants professionnels.
- d'autre part, lors de l'enquête publique suite au courrier du Département où le grand public s'est senti interrogé.

Lors des permanences, le commissaire enquêteur confirme que si le public dans sa grande majorité (21/32) n'a pas souhaité déposer d'observation sur le registre, tous ont compris l'intérêt général de réglementer le boisement afin de préserver la plaine agricole et notamment le marais.

3.4 Conclusions partielles relatives au mémoire en réponse

Un Procès-Verbal de Synthèse a été remis le 10 janvier 2020, au représentant du Département du Pas de Calais. Ce PV de synthèse a aussi été envoyé par messagerie électronique au Département.

Le commissaire enquêteur n'avait pas de question particulière sur le dossier.

Ce PV de synthèse comprend, les observations écrites du public.

La réponse du Département est parvenue le 21 janvier 2020. Il répond à chaque observation écrite. Lorsqu'une décision s'imposait, celle-ci était renvoyée à la CCAF.

Le commissaire enquêteur constate une participation effective et efficace du Département. La recherche permanente d'une réponse complète et objective aux demandes de renseignements, a été performante et appréciée par le public.

3.5 Conclusions générales

Le commissaire enquêteur considère que ce projet de réglementation des boisements sur le territoire de la commune de Saint-Omer répond aux objectifs suivants :

- intégration de ce projet communal dans un ensemble plus global : le marais audomarois,

- prise en compte du PLUI,
- accessibilité aux zones concernées assurée et maintenue,
- impacts du mitage forestier limités voire réduits dans le marais et en plaine,
- préservation et mise en valeur les milieux humides, boisés et bocagers dans leurs continuités écologiques,
- maintien de l'état de la qualité actuelle des sites NATURA 2000,
- diversité et équilibres des paysages du territoire et notamment la cuvette du marais, conservés,
- assurance d'une dynamique agricole et donc économique et sociale du territoire, préservée.

Au regard de l'ensemble de ce dossier soumis à l'enquête publique, le commissaire enquêteur affirme les points suivants comme satisfaisants :

- Maintien à la disposition de l'agriculture des terres qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations, notamment pour le maraîchage.
- Préservation du caractère remarquable des paysages, des espaces habités en milieu rural, des espaces nature ou de loisirs,
- Protection des milieux naturels présentant un intérêt particulier, hormis le secteur du Petit Bagard,
- Gestion équilibrée de la ressource en eau et préservation des risques naturels.

Le commissaire enquêteur souligne la qualité du travail de concertation très en amont de ce projet qui aboutit à un document partagé entre tous les acteurs institutionnels et avec le public.

Par ailleurs, ce projet de boisements qui correspond à la réglementation a été rendu compréhensible pour un large public tout en lui permettant de pénétrer dans les détails qu'il souhaitait aborder. C'est ainsi qu'aucune personne n'a soulevé un éventuel défaut à ce titre.

Le commissaire enquêteur considère donc qu'il est raisonnable et de bon sens, de procéder à cette réglementation des boisements sur le territoire de la commune de Saint-Omer. Toutefois il recommande :

- **un complément au Schéma Directeur Départemental des Boisements sur l'interdiction de reboiser (donc après déboisement) par des arbres de haute tige sur les zones humides.**

Le commissaire enquêteur confirme que cette réglementation des boisements est donc bien d'utilité publique et d'intérêt général.

4 Avis du commissaire enquêteur

Pour les motifs suivants :

VU

- Le Code Rural et de la Pêche Maritime,
- Le Code de l'Environnement,
- Le Code de l'Urbanisme,
- Les délibérations du Conseil Municipal de Saint-Omer des 30 mars 2015 et 19 février 2019
- La décision n° 19000124/59 du 22 juillet 2019 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille, désignant le commissaire enquêteur,
- L'arrêté d'organisation du Président du Conseil Départemental du 04 novembre 2019 prescrivant les modalités de déroulement de l'enquête publique,
- Le rapport d'enquête publique du commissaire enquêteur.

ATTENDU

- que le concours technique apporté par le Service de l'Aménagement Foncier et du Boisement du Département du Pas de Calais, au commissaire enquêteur dans les différentes recherches nécessaires à l'argumentation de son avis, a été satisfaisant,
- que l'enquête publique s'est déroulée sans difficulté, conformément aux dispositions des articles de l'arrêté du Président du Conseil Départemental la prescrivant,
- que la visite du territoire par le commissaire enquêteur et que sa participation à d'autres Commissions Communales d'Aménagement Foncier, ont été utiles à l'argumentation de son avis.

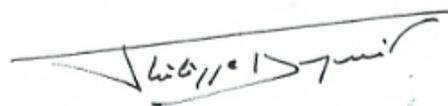
CONSIDERANT

- que la MRAE confirme : « La réglementation est globalement favorable, puisqu'en son absence, le boisement serait libre. »,
- que le travail de la CCAF découle d'une participation ayant abouti à un projet partagé,
- que le public n'a pas amené d'observation ou proposition de nature à faire évoluer le projet,
- les conclusions du commissaire enquêteur motivées dans ce présent document conduisant à l'intérêt général et à l'utilité publique,
- la recommandation :
 - o un complément au Schéma Directeur Départemental des Boisements sur l'interdiction de reboiser (donc après déboisement) par des arbres de haute tige sur les zones humides.

Le Commissaire Enquêteur émet :

Un avis favorable
à la réglementation des boisements sur le territoire de la commune de
Saint-Omer,
dans le cadre du projet proposé dans les documents constituant le dossier
d'enquête soumis à la consultation publique.
Cet avis comporte une recommandation et aucune réserve.

Fait le 28 janvier 2020
Le commissaire enquêteur



Philippe DUPUIT